

Il est promu :

Administrateur civil de 1^{re} classe, 2^e échelon, le 12 janvier 1955, compte tenu d'une majoration d'ancienneté pour services militaires de 6 jours ;

Administrateur civil de 1^{re} classe, 3^e échelon, le 12 janvier 1957 ;

A compter du 1^{er} janvier 1960, M. Kevers-Pascalis est nommé administrateur civil de classe exceptionnelle ;

A compter du 1^{er} janvier 1961, M. Kevers-Pascalis est reclassé administrateur civil de 1^{re} classe, 7^e échelon, avec une ancienneté conservée du 1^{er} janvier 1960 ;

A compter du 1^{er} janvier 1963, M. Kevers-Pascalis est nommé administrateur civil hors classe, 6^e échelon, avec une ancienneté conservée du 1^{er} janvier 1960.

Compte tenu de cette ancienneté, M. Kevers-Pascalis est promu au 7^e échelon de la hors-classe, à compter du 1^{er} janvier 1963, et classé dans les emplois hors échelle ;

A compter du 1^{er} janvier 1972, M. Kevers-Pascalis est reclassé administrateur civil hors classe, 8^e échelon, avec une ancienneté conservée du 1^{er} janvier 1963.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Classement, déclassement ou reclassement de sections de route (voiries nationale, départementale et communale).

Par arrêté du ministre des transports en date du 16 octobre 1979, conséquemment à la rectification de la route nationale 89, au lieu-dit La Carrière, sur la commune de Bellegarde-en-Forez (Loire), est classé dans la voirie nationale comme partie intégrante de la route nationale 89 le nouveau tracé de cette route compris entre les points kilométriques 7,000 et 7,743, d'une longueur de 700 mètres, figuré en teinte verte sur le plan qui restera annexé au présent arrêté (1).

Est déclassé de la voirie nationale et remis au service des domaines pour aliénation l'ancien tracé de la route nationale 89, d'une longueur de 750 mètres, compris entre les points kilométriques 7,000 et 7,743 et figuré en teinte rouge sur le même plan.

Ces opérations de classement, déclassement et remise prendront effet à compter de la date de publication du présent arrêté.

(1) Le plan peut être consulté soit à la direction départementale de l'équipement de la Loire, soit aux archives centrales du ministère des transports, 244, boulevard Saint-Germain, Paris (7^e).

Aviation civile et météorologie.

Par arrêté du ministre des transports en date du 5 octobre 1979, il est mis fin, à compter du 1^{er} octobre 1979, au détachement auprès de l'école nationale d'administration de M. Lefebvre (Alain), ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile. L'intéressé est réintégré pour ordre dans son corps d'origine à compter du 1^{er} octobre 1979 et placé en position de détachement à la même date auprès du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, dans le corps des inspecteurs de la jeunesse, des sports et des loisirs, pour la durée du stage inhérent à son nouvel emploi.

Par arrêté du ministre des transports en date du 18 octobre 1979, M. Bearthoneuf (Louis), ingénieur principal des études et de l'exploitation de l'aviation civile, 7^e échelon, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 14 avril 1980.

Par arrêté du ministre des transports en date du 22 octobre 1979, M. Raout (Louis), ingénieur divisionnaire des travaux de la météorologie, 5^e échelon, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 7 mars 1980.

Par arrêté du ministre des transports en date du 22 octobre 1979, M. Nazaretian (Richard), ingénieur des études et de l'exploitation de l'aviation civile stagiaire, 1^{er} échelon, est titularisé dans son grade à compter du 30 septembre 1977, avec une ancienneté fixée dans l'échelon au 30 septembre 1976.

Inspection du travail.

Par arrêté du ministre du travail et de la participation et du ministre des transports en date du 5 octobre 1979, M. Treuil (Albert, Eugène), directeur du travail de 1^{re} classe, 3^e échelon, affecté au ministère des transports, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite, par limite d'âge, à compter du 2 janvier 1980, date à laquelle il sera rayé des cadres.

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Attribution du brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif à certains cadres techniques.

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport ;

Vu le décret n° 63-435 du 29 avril 1963 portant statut du personnel contractuel des cadres techniques et pédagogiques de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1976 portant attribution du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif aux cadres techniques relevant du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Vu le décret n° 78-536 du 12 avril 1978 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs ;

Après avis de la commission prévue à l'article 7 de l'arrêté précité du 1^{er} décembre 1976.

Arrête :

Art. 1^{er}. — Le brevet d'Etat du troisième degré d'éducateur sportif institué par le décret susvisé n° 72-490 du 15 juin 1972 est attribué, dans la discipline sportive considérée, aux directeurs techniques nationaux nommés sur décision du ministre chargé des sports depuis le 16 décembre 1976 et qui justifient de deux années d'ancienneté dans leurs fonctions.

Art. 2. — Le ministre chargé des sports établit, par activité sportive régie par la fédération habilitée, la liste nominative des personnes bénéficiaires des dispositions du présent arrêté.

Art. 3. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 octobre 1979.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur de l'éducation physique et des sports,
J. FERRILLIAT.

MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Autorisation à la chambre de commerce et d'industrie de la Réunion de contracter un emprunt.

Le ministre du commerce et de l'artisanat,

Vu la loi du 9 avril 1898 modifiée sur les chambres de commerce et d'industrie ;

Vu la loi n° 67-1175 du 28 décembre 1967 portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 1969 instituant un droit de port au port de la Pointe des Galets modifié par arrêté du 6 juillet 1976 ;

Vu la délibération de la chambre de commerce et d'industrie de la Réunion en date du 18 juillet 1979 ;

Vu l'avis du préfet de la région Réunion du 11 juillet 1979 ;

Vu le procès-verbal de la réunion interministérielle du 25 mars 1979.

Arrête :

Art. 1^{er}. — La chambre de commerce et d'industrie de la Réunion est autorisée à contracter un emprunt de 1 200 000 F en vue de compléter le financement des travaux d'aménagement suivants au port de la Pointe des Galets :

Aménagement du pertuis rive Ouest ;

Construction de l'hôtel des douanes.

Il sera fait face au service d'intérêt et d'amortissement de cet emprunt au moyen du produit des recettes ordinaires perçues au port de la Pointe des Galets au profit de la chambre de commerce et d'industrie.

Art. 2. — Le chef du service du développement régional et des chambres de commerce et d'industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 1979.

Pour le ministre et par délégation :

Le chef du service du développement régional
et des chambres de commerce et d'industrie,
L. BARBE.